

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHÉVIK-LÉNINISTE

ABONNEMENTS — France : 1 an, 20 Fr. — 6 mois, 10 Fr.
Etranger : 1 an, 30 Fr. — 6 mois, 15 Fr.
Compte Chèque Postal : Depafire 1891.14 Paris
Bi-mensuel paraissant le 2^e et le dernier vendredi du mois

Adresse provisoire :
JEANNE BRISACK
11, rue du Moulin-Joly
PARIS (11)

Laval, Fabry, Paganon et Herriot à l'œuvre

Repression anti-prolétarienne, guerre et misère voilà le sens des nouveaux décrets-lois !

Laval prépare la voie à La Roque. Aux travailleurs de démolir ces plans !

Avant que n'expirent les pouvoirs exceptionnels que la Chambre (radicaux compris) lui a remis, Laval s'est empressé de signer plus de 300 décrets-lois, dont plusieurs portent une nouvelle et intolérable atteinte aux droits des travailleurs.

Dans l'ensemble, tous les décrets-lois sont dirigés dans le sens du renforcement de l'appareil d'Etat bourgeois, d'une centralisation et d'un arbitraire policier plus grands. Ainsi, Laval et ses ministres, bénéficiant du fait qu'aucune action de masses n'est déclenchée pour un programme socialiste, préparent peu à peu le terrain aux La Roque, aux Tardieu et autres réacteurs. Ce que Doumergue n'a pu réaliser d'un seul coup, il le réalise peu à peu.

Ainsi, les Croix de Feu et autres bandes fascistes n'auraient plus à courir le risque d'un « putch ». Il leur suffirait de venir s'asseoir dans le siège que leur aurait préparé Laval. De la même façon Hindenburg appela Hitler à la Chancellerie après que Brüning, Papen et Schleicher leur eurent préparé le terrain — et que les partis révolutionnaires eurent renoncé à la lutte.

REFORME ADMINISTRATIVE ?

Sous prétexte de « réforme administrative » et d'économies, une série de décrets amènent une réorganisation des administrations. Bien entendu, ce sont toujours les petits postes qui sont supprimés, alors que les gros restent en place. Mais nous soulignerons plus particulièrement les décrets-lois qui facilitent l'établissement d'une dictature bourgeoise renforcée.

LA POLICE D'ETAT OMNIPOTENTE DANS TOUTE LA FRANCE

M. Paganon, premier flic de France, a réorganisé la police, de façon à permettre plus facilement les manœuvres de ses amis Croix de Feu.

Ecoutez son rapport : « Actuellement, il n'existe pas en France une organisation générale de forces de police destinées au maintien de l'ordre public. Il est urgent de combler cette lacune. » Quel cynisme !

Alors, M. Paganon propose une réorganisation de la police portant sur 3 points : « Intervention du préfet dans la police municipale, création d'un service départemental de la police ; création de nouvelles polices d'Etat. »

En un mot, le Gouvernement veut perfectionner son système policier de répression pour empêcher aux travailleurs de la moindre riposte devant sa politique de provocations combinée avec celles des fascistes.

Après de chaque préfet, on créera un commissaire de police qui aura pouvoir sur tout le département. Par ce moyen, on retire pratiquement aux maires le pouvoir de police dans toute la France, quoique le rapport déclare que « bien entendu » les commissaires de police des villes « resteront soumis à l'autorité directe des maires... pour ce qui concerne la police municipale (les boîtes à ordures et l'éclairage...). »

En effet, le rapport déclare cyniquement : « Il est des cas, en effet, où les mouvements d'opinion précurseurs du trouble ne peuvent être exactement connus à l'intérieur de la commune, où les troubles qui en résultent ne sont pas localisés dans l'intérieur de celle-ci, enfin, où l'autorité municipale ne possède pas sur place les moyens de les réprimer, soit d'abord par des mesures préventives, soit ultérieurement par la force. »

Enfin, dans 161 communes de Seine-et-Oise et 19 de Seine-et-Marne, Paganon n'y met pas tant de formes. On y institue directement la police d'Etat. « La nouvelle organisation qui sera désormais assurée contribuera au maintien de l'ordre dans les abords immédiats de la capitale. »

Et par dessus le marché l'entretien de ces polices d'Etat devra être remboursé par les communes au budget de l'Etat !

COMMENT ON TRAUQUE LES TRAVAILLEURS REVOLUTIONNAIRES

Un décret « réforme » le régime de l'interdiction de séjour. Maintenant des interdits de séjour pourront recevoir un « car-

net anthropométrique d'identité ». Ils présenteront ce carnet périodiquement à la police, dans le lieu de résidence de leur choix. C'est le commencement d'une instauration du régime de déportation intérieure.

Quant aux étrangers expulsés, ils seront maintenant condamnés, pour non exécution de l'expulsion, « à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans ».

Ceci dans un pays où séjournent des milliers de travailleurs révolutionnaires traqués par Hitler, Mussolini, Gil Robles et autres ! Et voilà ce qu'ont signé les ministres radicaux !

ESPIONNAGE, FAUSSES NOUVELLES, MASQUES A GAZ...

Fabry n'est pas en reste sur son collègue Paganon. Un décret défère le délit d'espionnage aux tribunaux militaires, « et puni de la détention, sans préjudice des peines plus fortes qui pourraient être prévues en matière d'infractions aux lois sur la sécurité extérieure de l'Etat ».

Et cette loi servira contre les travailleurs qui dénonceront les préparatifs criminels à la guerre des marchands de canons et du Gouvernement !

Idem pour les « fausses nouvelles ». « La publication ou la reproduction, faite sciemment ou de mauvaise foi, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées ; falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, sera punie des mêmes peines, lorsque cette publication ou cette reproduction sera de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées... »

Naturellement, cette loi sera appliquée à ceux qui s'efforceront de mettre à nu le régime intérieur de l'armée, de dénoncer l'Etat-major et ses projets, d'aider les soldats à développer leur conscience de classe...

M. Fabry institue ensuite un « contrôle » sur la production des masques à gaz, l'organisation de la défense passive, etc...

PREMIER EXEMPLE D'EXTENTE INDUSTRIELLE OBLIGATOIRE

Parmi la collection des décrets-lois, il convient de signaler la constitution d'une entente industrielle obligatoire pour l'industrie de la soie. Ce décret très important, qui consacre la constitution d'un trust officiel dans une branche de production, devra être examiné de près.

Nous nous bornerons pour l'instant à signaler que si La Roque est l'agent de certains trusts, le gouvernement Laval vient de servir lui-même (et appuyé par Herriot) les gros monopoleurs soyeux de Lyon, sur l'initiative de qui l'entente obligatoire actuelle vient d'être organisée.

Et contre cette politique de réaction forcée, que propose la direction du Front Populaire ? Pas grand-chose ! La délégation des gauches (représentation parlementaire du F.P.) a même admis le principe de l'amendement des décrets-lois, et non celui de leur abrogation !

« Le pays, déclare Duclos, estime que les décrets-lois doivent être révisés. » Non, citoyen Duclos, les masses travailleuses veulent que les décrets-lois SOIENT INTEGRALEMENT ABRÉGÉS !

Croit-on pouvoir les satisfaire par les piètres desiderata de la délégation des gauches à la Commission des Finances ? Ces Messieurs ont proposé en tout et pour tout :

- 1° D'exonérer du prélèvement les traitements (plus les indemnités) ne dépassant pas 40.000 francs par an ;
- 2° A transférer le montant du prélèvement sur les pensions de guerre à la charge de la Caisse d'amortissement ;
- 3° Rétablir les rentes amputées, au-dessous de 15.000 francs.

En même temps, on propose d'augmenter le prélèvement sur les grosses successions et de réprimer la fraude fiscale.

(Voir suite page 4, 3^e colonne)

La classe ouvrière et les « sanctions »

Dans notre précédent numéro, nous avons montré que toutes les fameuses « sanctions » de la S.D.N. tournaient au marchandage entre impérialistes — Anglais, Italiens et Français — pour le dépeçage de l'Ethiopie.

Les événements de ces derniers jours nous donnent pleinement raison et laissent peu de doute sur ce que signifiait la S.D.N. l'application des sanctions.

Baldwin et Mussolini continuent à discuter dans la coulisse, exactement comme Laval le faisait précédemment. Ni les uns ni les autres ne tiennent à voir la guerre en Ethiopie se prolonger en un souèvement des pays coloniaux, principalement arabes, contre les oppresseurs Français, Anglais et autres.

Ni les uns ni les autres ne tiennent à voir les masses prolétariennes dresser en Italie le drapeau de la révolte contre Mussolini.

Contre les prolétaires dans le pays et les peuples opprimés à l'extérieur, les gouvernements capitalistes constitueront toujours un front unique répressif impitoyable. C'est pourquoi nous avons toujours dit que les déclarations pacifistes de la S.D.N. et de ses soutiens cachaient tout simplement les appétits des clans impérialistes rivaux.

Dans un manifeste publié par « l'Humanité », l'Internationale Communiste semble s'en apercevoir en constatant que les « mesures » prises par l'I.O.S. « se réduisent à des assurances verbales de soutien de la politique de paix de la Société des Nations et à quelques revendications et vœux à l'adresse de la S.D.N. (principalement en ce qui concerne les sanctions). »

« Cette orientation exclusive vers les mesures de la Société des Nations reflète, au fond, la tendance des leaders du parti travailliste anglais, à orienter le mouvement ouvrier international dans le sillage de la politique extérieure du Gouvernement impérialiste anglais... »

Bravo ! Mais alors, pourquoi Thorez écrit-il (Rapport au C.C. du P.C. le 17 octobre) : « Cela ne veut pas dire que dans des conditions déterminées, LA MENACE DES SANCTIONS MILITAIRES ne soit pas nécessaire et efficace pour faire reculer l'agresseur et sauvegarder la paix ? »

Car enfin, qui pratiquera les sanctions militaires, sinon les gouvernements impérialistes ? Une fois de plus, nous nous prononçons pour une action autonome de la classe ouvrière, et avant tout pour la lutte contre NOTRE PROPRE IMPERIALISME. Comme le dit la résolution que nous présentons au Congrès Fédéral de la Seine S.F.I.O., il faut :

Dénoncer les traités et accords militaires, la diplomatie secrète, les charges croissantes du budget de guerre ; répudier toute défense nationale dans le régime capitaliste ; se refuser à toute subordination à la S.D.N. et à ses sanctions ; proclamer dans les masses, dans la jeunesse, dans l'armée, le caractère de plus en plus exterminateur de la guerre moderne, la nécessité d'arracher le pouvoir au capitalisme comme seul moyen d'empêcher la guerre impérialiste ; répondre à la guerre — si elle éclatait — par sa transformation systématique en guerre civile ; s'organiser sérieusement dans ce but, nationalement et internationalement, pour poursuivre la lutte de classe, sans égard à la défaite de son propre impérialisme ; ainsi, la tactique du défaitisme révolutionnaire ne restera pas une phrase creuse, mais donnera des possibilités réelles d'action.

Seul un gouvernement des ouvriers et paysans :

FERA rendre gorge aux grands capitalistes

BRISERA la réaction fasciste

OUVRIRA la voie à la transformation socialiste.

A L'ACTION !

Dix-huit ans après la Révolution d'Octobre

Seul le Prolétariat International peut venir en aide aux travailleurs soviétiques



LEON TROTSKY, président du Soviet de Pétrograd et président du Comité Militaire Révolutionnaire en 1917, qui fut le dirigeant effectif de l'insurrection prolétarienne d'Octobre.

Avec celui de LÉNINE, son non reste attaché à la grande victoire des masses prolétariennes russes, dont nous célébrons le dix-huitième anniversaire.

Il y a dix-huit ans les chefs radicaux participaient à la croisade armée contre la Révolution russe.

Aux ordres de la bourgeoisie, ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour écraser le soulèvement du peuple russe, et pour tenter de faire périr l'Etat ouvrier.

Les militants révolutionnaires du monde entier, pour soutenir effectivement l'Etat ouvrier et la Révolution russe, menaient la lutte la plus implacable contre leur bourgeoisie de droite ou de gauche.

Les chefs radicaux ont été à la pointe de la répression pour étouffer dans l'ouf toute tentative de travailleurs français d'imiter l'exemple russe.

Le seul nom de l'U.R.S.S. faisait trembler de rage le bourgeois radical, parce qu'il contenait toute la menace et toute la force de la Révolution prolétarienne.

Aujourd'hui, MM. Herriot, Vaillant-Couturier et Pierre Cot font acclamer l'Union Soviétique, et « le président du Parti radical exalte la politique de paix du gouvernement des Soviets, et salue les immenses progrès économiques et culturels de l'U.R.S.S. », pour employer les titres de l'« Humanité » du 5 novembre.

On ne saurait exprimer plus clairement cette vérité de fait : la politique authentique de la Révolution russe trouvait devant elle la haine acharnée des chefs radicaux, agents de l'impérialisme français. La politique actuelle « de l'Union Soviétique » est aujourd'hui « exaltée » par les mêmes agents de l'impérialisme français.

Qui a changé ? Herriot serait-il devenu révolutionnaire, ou bien est-ce le staliniste Vaillant-Couturier et ses amis qui sont devenus de simples doublures des radicaux ?

Vaillant-Couturier nous donne lui-même la réponse :

« Des hommes appartenant à des doctrines politiques différentes, sans renoncer à rien de ces doctrines, se trouvaient réunis sur le plan de l'intelligence et de la moralité. »

Vaillant-Couturier et les stalinistes peuvent donc se réunir et précher la nécessité de se réunir sur le plan « de l'intelligence et de la moralité » avec des chefs bourgeois, membres du Cabinet des décrets-lois et de la répression de Brest-Toulon, des nouveaux décrets-lois « scélérats », sans « rien abandonner de leur doctrine ».

C'est clair : cela veut dire qu'ils ont déjà tout abandonné de la doctrine communiste, qu'ils n'ont plus rien de

commun avec le marxisme révolutionnaire, dont une des règles consiste dans la négation de la collaboration des classes, c'est-à-dire de la possibilité de se réunir sur le plan « de l'intelligence et de la moralité » avec des ennemis de classe.

Herriot, « fils de la Révolution française », qui fit tout son possible aux côtés des Millerand, des Briand, des Steeg, pour affamer le peuple russe et favoriser la contre-révolution, dit aujourd'hui, aux applaudissements de l'« Humanité » :

« A ce peuple je dis : je te suis fidèle, je défendrai nos idées d'amitié non contre d'autres peuples, car si je puis étendre ses relations fraternelles je le ferai ; mais jamais je ne consentirai dans la limite de mes moyens à mettre la puissance de la République au service de ceux qui veulent opprimer la liberté. »

Ainsi parle Herriot qui consentit dans la « limite de tous ses moyens » à mettre la « puissance » armée de « la République » au service de l'intervention en U.R.S.S.

La première constatation qui s'impose à la lecture des égarants écrits de l'« Humanité » et dont la manifestation de Lyon n'est qu'une des étapes, est donc la suivante :

En accueillant l'avis qu'Herriot est un ami véritable du peuple russe, les dirigeants stalinistes trompent le peuple français. La vérité est autre : Herriot est pour l'instant un « ami » dans le jeu de la bureaucratie soviétique, « un ami » de « l'ami » Litvinoff.

Mais les stalinistes français vont beaucoup plus loin et affichent dès maintenant, sans pudeur, tout leur plan de collaboration de classes et de sauvetage de la démocratie capitaliste pourrissante.

Finie l'époque où les éloges à « l'ami de l'U.R.S.S. » étaient « justifiés » par la nécessité de ruses et de compromis diplomatiques, où la Lettre de Lénine aux ouvriers américains « était employée par les sophistes de l'I. C. pour montrer que rien n'était changé. »

Depuis quelque temps l'« Humanité » ne prend même plus la peine de se justifier par des sophismes ou en utilisant fausement des textes.

Elle avoue ouvertement qu'il s'agit de l'abandon complet de toute politique révolutionnaire, particulièrement en France, et tout en s'engageant dans leur voie proclame que les Herriot, les Cot, les Rolland, etc... sont « dans la bonne voie » et prêts à défendre « la Liberté et la Paix ».

On ne peut trouver l'équivalent d'une telle trahison que dans l'attitude des « socialistes de guerre ».

Ainsi les travailleurs sont-ils à nouveau démolis, les frontières de classe s'estompent, et l'on entend des orateurs et des militants stalinistes, sur les ordres de la bureaucratie, traiter de « provocateurs » les révolutionnaires qui se permettent de dire la vérité sur les chefs radicaux.

En même temps, qu'ils écrivent que leur « bonne voie » est celle suivie par le « président Herriot », les stalinistes tracent leur devoir aux travailleurs : suivre la voie diamétralement opposée, c'est-à-dire la voie de la Révolution d'Octobre, la voie de Lénine et de Trotsky.

En arrivant en Russie en 1917, Lénine avait trouvé jusque dans les propres rangs du Parti bolchévique des militants, comme Staline par exemple, qui préconisaient le point de vue « menchevik » d'une alliance avec la bourgeoisie de gauche et nourrissaient le dessein de faire du Parti bolchévique l'aile révolutionnaire d'une démocratie bourgeoise.

Lénine balaya impitoyablement toutes ces tentatives de mettre le Parti bolchévique à la remorque des petits bourgeois ou des bourgeois « de gauche », et il montra la voie révolutionnaire : axer la politique non sur les appareils conservateurs, mais sur l'essor révolutionnaire des masses.

Lénine montra que les masses sont « mille fois plus à gauche » que les chefs, et préconisa les mots d'ordre susceptibles de traduire cette volonté révolutionnaire, et de la traduire dans l'action.

(Voir suite page 4, 3^e colonne)

18 ans après Octobre

A L'AIDE DE TAROV

Nous renouvelons l'appel à l'aide que nous avons lancé en faveur de Tarov, bolchévik-léniniste échappé aux bagnes de Staline, et qui se trouve, en Asie, menacé d'être relégué aux sables de la Guépéou.

En cette période anniversaire de la Révolution prolétarienne d'Octobre, que tous nos lecteurs fassent un effort exceptionnel ! Qu'ils envoient leur obole en faveur de Tarov et des bolchéviks-léninistes russes au « Bulletin de l'Opposition », 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10^e).

NOTES SUR L'U.R.S.S.

La série des faits qui témoignent d'une différenciation nouvelle et accentuée des classes en U.R.S.S. s'allonge chaque jour. Cependant, l'omnipotence de la bureaucratie soviétique étouffe l'expression des luttes ouvrières. Nous nous efforçons ici de noter et de commenter les faits les plus saillants.

Le rétablissement des grades dans la police et dans l'armée

L'Armée Rouge a changé de caractère. L'Etat russe s'efforce de lui ôter définitivement tout caractère de classe, pour en faire une armée nationale. On vient de « réformer les cadres ». En quoi consiste cette réforme ?

Jusqu'à présent, les cadres de l'Armée Rouge étaient composés de « commandants » de divers échelons, appelés à servir ; leur autorité n'était pas une profession. Maintenant, le service de l'armée devient, comme dans les pays bourgeois, une profession permanente. Les commandements sont remplacés par les grades (avec avancement à l'ancienneté, hiérarchie des « signes extérieurs de respect », etc.) « Les lieutenants, majors et maréchaux de l'Armée Rouge, ce seront les lieutenants, majors et maréchaux du peuple », déclare la Pravda. Les patriotes disent exactement la même chose dans la France impérialiste.

Idem dans la police. Les grades (sergents, lieutenants, majors, commissaires, etc.) remplacent les fonctions ! On fera carrière dans la police, en U.R.S.S. comme ailleurs !

Avec cette « réforme » disparaît la dernière apparence qui faisait de l'armée le peuple armé lui-même.

Le système des emprunts

Staline ne développe son programme qu'en faisant appel constamment aux emprunts, qui sont en fait des prêts, mais la classe ouvrière les souscritions sont présentées sur les salaires. C'est ainsi que l'emprunt 7 % du 5 mai dernier a été couvert en un mois facilement... Ces dernières années c'est un total de 12 milliards de roubles qui a été ainsi « emprunté ».

Question pour les docteurs staliniens : si l'Etat soviétique « représente la classe ouvrière elle-même », comment se fait-il que l'Etat ait besoin de s'emprunter à lui-même ?

Un journal économique écrivait, à plus juste titre « qu'on doit conclure que le gouvernement soviétique est en train de

créer une classe de rentiers qui peuvent un moment donné exercer sur l'avenir du régime une influence non négligeable »...

Le rendement individuel dans l'industrie

Le Temps a publié ces jours derniers une correspondance de Moscou sur cette question. L'Humanité n'a apporté aucune rectification aux précisions qui y sont données.

Dans l'abattage du charbon (bassin du Donetz), au lieu de 6 à 7 tonnes normalement produites en une journée de 6 heures, on parvient à faire extraire plus de 100 tonnes dans le même temps. D'autres mineurs dépassent 150 et même 200 tonnes, soit à peu près 6 x 60 = 360 fois la production normale.

On dépasse les « normes américaines » : on produit 1.050 vilebrequins au lieu de 650 à Nijni Novgorod. Le temps d'usinage des pièces détachées a été abaissé dans la proportion de 2 ou 3 à un. Le temps de coulée des fers Martin passe de 10 h. de moyenne à 5 h. 30. Dans la chaussure, on triple la production journalière (1.800 paires par homme et par jour au lieu de 5 à 600).

Le Temps, du Comité des Forges prêche pour son saint en déclarant que cette augmentation du rendement « a sa source dans l'initiative personnelle des travailleurs soviétiques »...

Mais ce n'est pas le point de vue des ouvriers.

Après le drame Beiso-Montanari

Chassons le gangstérisme du camp ouvrier

L'instruction de la justice bourgeoise se poursuit contre le militant communiste Beiso, accusé d'avoir abattu à Paris un militant du P. C. italien, Montanari. Mais ce sont les organisations prolétariennes qui auraient dû prendre en main l'enquête sur cette affaire. Seule une mise à jour complète des faits pourrait contribuer à chasser du mouvement révolutionnaire les méthodes de gangstérisme coûteuses et infamantes.

Il s'avère que Beiso était un membre du P. C. italien, inscrit au groupe des Alpes-Maritimes, jouissant de la confiance de ses camarades. Lors de la déclaration Staline-Laval, il s'opposa à la trahison opportuniste de P. C. défendant des conceptions proches des nôtres et s'orienta vers nous. Alors l'appareil engagea contre lui, sans merci, la lutte empoisonnée qui est son arme de choix contre les marxistes. Un communiqué parut dans l'« Action Populaire », mettant en garde contre Beiso, et insinuant qu'il était un provocateur. Cependant Beiso se débattait en vain pour se défendre et se justifier contre ces accusations infâmes. Ainsi l'appareil remontait le mécanisme qui devait aboutir au meurtre de Montanari et à l'emprisonnement de Beiso.

C'est la tâche de tous les militants honnêtes de faire la lumière sur de tels procédés et de bannir des méthodes si fatales. Dresser les ouvriers les uns contre les au-

Chômeurs, immigrés, jeunes et la C. G. T. unique

Les fusions syndicales se poursuivent à la base. Au sommet les Commissions mixtes discutent des différends dus aux structures différentes des deux centrales syndicales. Des problèmes importants sont solutionnés ainsi par les Etats-Majors confédéraux et fédéraux. Aucun de ces problèmes n'est discuté par les syndiqués. Un accord se scelle dans les sommets et des ordres sont aussitôt transmis pour application à tous les étages des responsabilités syndicales. Quels sont ces problèmes ?

La place des chômeurs, des immigrés et des jeunes dans les organisations syndicales.

Tout d'abord ?

La Révolution russe d'Octobre avait suscité un grand espoir au sein de la classe ouvrière mondiale. Ce courant révolutionnaire prenait un développement sans cesse grandissant. Le mouvement syndical français devait normalement en ressentir les effets, surtout après la trahison dans l'union sacrée avec la bourgeoisie française de la direction de la C.G.T., Jouhaux en tête.

Les travailleurs révolutionnaires s'organisent dans le mouvement syndical pour y développer une orientation syndicale de lutte de classes, face à la politique de col-

laboration de classes pratiquée par Jouhaux.

Le programme de lutte des syndicalistes révolutionnaires devait comprendre essentiellement les revendications des couches travailleuses les plus exploitées et la structure syndicale adaptée à leurs luttes revendicatives.

La C.G.T.U. est née de ce courant des forces révolutionnaires du mouvement syndical français. Elle se mit à la tête des luttes du prolétariat exploité contre le patronat. En son sein avaient place les chômeurs, les travailleurs immigrés et les jeunes.

La C.G.T., elle, ne permet pas à ces catégories de travailleurs de s'organiser pour leurs luttes. Pas de carte et de cotisations spéciales pour les chômeurs, pas d'organisation de défense de la main-d'œuvre immigrée, pas de cotisations adaptées aux salaires de famine des jeunes exploités. Les réformistes de la politique dite de présence ne veulent pas être gênés par la présence nombreuse de ces catégories misérables de travailleurs. Ils préfèrent les antichambres ministérielles.

Ce sont ces problèmes d'organisation et de lutte que règlent les Commissions mixtes : unitaires-confédérées.

Leur importance décisive pour la lutte contre la démagogie fasciste, contre le patronat coalisé, ne peut échapper aux militants syndicaux.

Dans quel sens l'accord des sommets syndicaux se réalise-t-il ?

Pour les chômeurs, la direction de la C.G.T.U. accepte les statuts de la C.G.T. Pas de carte chômeurs, pas de timbres chômeurs. Adoption du système fédéraliste : les Fédérations sont libres d'accepter ou de rejeter les chômeurs en dehors de l'organisation syndicale ; elles sont « autonomes » et fixeront elles-mêmes les modalités d'organisation pour les chômeurs. Première capitulation de la direction stalinienne de la C.G.T.U.

Des instructions sont données pour les fusions. Elles marquent le triomphe des conceptions réformistes de la bureaucratie confédérée.

Les travailleurs « étrangers » sont traités également en « parents pauvres ». La xénophobie recueillie de puissants appuis auprès des permanents confédéraux. La main-d'œuvre immigrée est délaissée. La C.G.T.U. n'en parle plus, elle évite de confier des tâches responsables à des travailleurs étrangers. La C.G.T. facilite la tâche du gouvernement dans son programme d'expansion de « territoire ». Deuxième capitulation stalinienne. Deuxième triomphe de Jouhaux et de sa politique nationaliste.

Les jeunes travailleurs, eux, sont véritablement abandonnés. Dans la C.G.T. unique, aucune cotisation spéciale n'existera pour les jeunes, les dirigeants réformistes ne permettent pas l'organisation de Jeunesses syndicalistes, leurs revendications particulières ne seront pas établies par les jeunes eux-mêmes. Là encore, la direction de la C.G.T.U. capitule.

Sur toutes les questions de structure syndicale, les bureaucrates de la C.G.T. impo-

sent leurs volontés. Les stalinistes se font « tirer l'oreille » pour finalement accepter, sans porter les différends devant la base.

Ainsi ces questions d'organisation révèlent exactement l'orientation de la C.G.T. unique de demain. Celle de la politique de collaboration qui reçoit l'adhésion organisationnelle et politique des dirigeants stalinistes.

Les directions réformiste et staliniste unies engagent le mouvement syndical sur la voie de la passivité, de la capitulation progressive, finalement de la défaite pour la classe ouvrière.

Les travailleurs révolutionnaires ont d'immenses responsabilités, c'est à eux qu'incombe la lourde tâche d'entraîner leurs syndicats sur le terrain de la lutte de classes. Ils ne doivent pas faillir à leur devoir de révolutionnaires.

Les syndicalistes révolutionnaires qui constituent l'avant-garde doivent, par l'unité syndicale, se lier plus étroitement à la classe ouvrière pour l'éduquer et l'entraîner dans la lutte révolutionnaire contre le patronat, la bourgeoisie et les bandes fascistes armées pour la défense de leurs privilèges de classe.

Tout de suite à l'œuvre, en commençant par la lutte pour faciliter l'organisation dans les syndicats, des chômeurs, des travailleurs immigrés et de la jeunesse exploitée, véritable proie du fascisme si l'organisation syndicale s'avère incapable de la défendre et de la mener à la victoire sur la bourgeoisie.

Il faut que la C.G.T. unique soit à la tête des luttes des travailleurs les plus exploités.

« L'Unité syndicale provoque de l'enthousiasme dans les masses syndiquées ; par l'inaction, elle risque de passer inaperçue pour la grande majorité des travailleurs non syndiqués », écrivions-nous dans notre précédent numéro.

C'est aux militants syndicalistes révolutionnaires d'éviter ce danger !

Aux militants socialistes

Un groupe de sections vient d'éditer du matériel de propagande pour les sections socialistes et les groupes de jeunesse.

Ce matériel est édité pour la préparation de réunions sur la guerre. Il comprend une série de 4 papillons, une affiche passe-partout, un tract, une brochure très populaire.

Les prix des papillons est : par 100, 1 fr. 50 ; par 500, 7 fr. ; par 1.000, 12 fr. Le prix des affiches est : par 10, 9 fr. ; par 25, 20 fr. ; par 100, 70 fr.

Le prix de la brochure est vendue aux groupes, 0 fr. 15.

Tout ce matériel est conçu pour une propagande active et révolutionnaire dans les masses sur la question de la guerre. Des prix intéressants ont été obtenus par la centralisation de l'effort et toutes les sections et groupes doivent en profiter.

S'adresser à « La Vérité » qui transmettra.

AU-SUJET DES RESULTATS DU VII^e CONGRES MONDIAL DE L'I. C.

Nous possédons enfin la résolution sur le rapport de Dimitrov sur le fascisme. Elle est aussi longue et confuse que le rapport lui-même. Nous ne nous occuperons ici que de la première partie du premier paragraphe de la résolution, qui fait tout juste douze lignes de l'« Humanité », mais qui constitue en même temps la pierre angulaire de tout l'édifice théorique et stratégique de la soi-disant Internationale Communiste. Voyons donc de plus près ce qui en est de cette pierre angulaire.

Nous citons ici textuellement ce premier paragraphe : « La victoire définitive, irrévocable du socialisme au pays des Soviets, victoire d'une importance mondiale, qui a considérablement augmenté le pouvoir et l'importance de l'Union Soviétique en tant que bastion des exploités et des opprimés du monde entier et qui enflamme les travailleurs pour la lutte contre l'exploitation capitaliste, la réaction bourgeoise et le fascisme, pour la paix, la liberté et l'indépendance des peuples. » Les affirmations contenues dans cette phrase, aussi catégoriques qu'elles soient, sont cependant foncièrement fausses. Que signifie la « victoire définitive, irrévocable du socialisme au pays des Soviets » ? Aucun théoricien officiel n'a essayé de nous l'expliquer. La résolution, elle aussi, ne se donne pas la peine de nous indiquer les moindres critères sur lesquels s'appuie cette affirmation. Il nous faut donc, encore une fois, rappeler l'a.b.c. du marxisme. La victoire du socialisme, et surtout la victoire « définitive, irrévocable », ne peut consister qu'en ce que la productivité moyenne de chaque membre de la société socialiste soit plus élevée, même considérablement plus élevée que celle d'un ouvrier de la société capitaliste. Même le théoricien le plus audacieux de l'I. C. n'osera pas faire une telle affirmation par rapport à l'U.R.S.S. Nous espérons prouver prochainement, par des chiffres, le retard encore toujours très grand de l'Union Soviétique en ce qui concerne le revenu national aussi bien qu'individuel. Pour notre tâche d'aujourd'hui, nous n'avons pas besoin de ces preuves. Le fait que le gouvernement soviétique est « forcé de maintenir le monopole du commerce extérieur constitue une confirmation suffisante de l'état arriéré de l'économie soviétique — malgré tous les succès. Car si le coût de production du

L'Union Soviétique et la révolution internationale

par LEON TROTSKY.

Si la société socialiste donnait à ses membres une aisance à moitié assurée et la perspective d'une amélioration ininterrompue de la situation de chacun, alors le souci brûlant de la propre existence serait en voie de disparition, l'avidité, la convoitise et l'envie se manifesteraient seulement, de plus en plus rarement, comme des survivances de l'ancien état de choses ; la solidarité économique passerait de l'état de principe à celui des mœurs quotidiennes. Il est bien inutile de prouver qu'il n'en est pas le moins du monde ainsi : la création d'une aristocratie ouvrière semi-privilégiée au sein de la bureaucratie soviétique pleinement privilégiée ; l'effort de transposer tous les rapports d'homme à homme dans le langage de l'argent ; les lois draconiennes pour la protection de la propriété étatique ; et enfin les lois vraiment barbares contre les enfants « criminels », tout cela montre d'une manière frappante, d'une manière incontestable, que le socialisme n'est de loin pas encore assuré « irrévocablement » dans le domaine qui est justement décisif pour le socialisme : dans la conscience du peuple.

Si le socialisme a triomphé « définitivement, irrévocablement », comme la résolution ose l'affirmer, pourquoi faut-il maintenant la dictature politique ? Mieux encore, pourquoi se concentre-t-elle chaque jour davantage en un régime bureaucratique-bonapartiste d'une rigueur, d'un arbitraire et d'une pourriture insupportables ? Le socialisme assuré, enraciné « irrévocablement », ne peut se servir d'une bureaucratie omnipotente avec en plus un souverain absolu, car la dictature en général n'est finalement rien d'autre qu'un moyen étatique pour conserver et pour protéger les bases menacées et non pas assurées de l'Etat socialiste. La tentative timide de certains « théoriciens », consistant à invoquer des dangers extérieurs, est bien trop stupide pour être prise au sérieux. Une société dont l'édifice socialiste est assuré, dont les rapports intérieurs reposent donc sur la solidarité de l'énorme majorité des masses, n'a pas besoin d'une dictature inté-

rieure contre l'ennemi extérieur, mais seulement d'un appareil technique-militaire, de même que pour son bien-être elle a besoin d'un appareil technique-économique.

En outre, la crainte de la guerre dans laquelle vit la bureaucratie soviétique et qui détermine toute sa politique internationale ne peut s'expliquer que par le fait que l'édifice socialiste sur lequel s'appuie la bureaucratie soviétique n'est pas encore assuré, historiquement parlant. La lutte de l'Etat ouvrier contre le capitalisme menaçant est — du moins, devrait être — une partie de la lutte de classes de la classe ouvrière internationale. Pour l'Etat ouvrier, la guerre signifie donc — devrait du moins signifier — la même chose que la Révolution signifie pour le prolétariat des pays capitalistes. Nous sommes naturellement contre une Révolution « prématurée », provoquée artificiellement, parce que, à cause du rapport de forces défavorable, elle ne peut mener qu'à la défaite. Il en est de même pour la guerre. Un Etat ouvrier ne doit l'éviter que si elle est « prématurée », c'est-à-dire si le socialisme n'est pas encore assuré définitivement et irrévocablement. La considération courante, selon laquelle le socialisme serait assuré à l'intérieur, mais pourrait être écrasé par la violence militaire, n'a pas de sens. Un système économique qui a pour effet la productivité accrue du travail humain ne saurait être renversé par la violence des mesures militaires. La victoire de la coalition européenne semi-féodale sur Napoléon n'a pas mené à la destruction du développement capitaliste en France, mais à son accélération dans le reste de l'Europe. L'histoire enseigne que lorsque les vainqueurs se trouvent à une étape économique et culturelle inférieure à celle des vaincus, ils prennent à leur compte la technique, la culture et les conditions sociales de ceux-ci. Ce n'est pas la violence militaire comme telle qui menace le socialisme soviétique, mais les marchandises bon marché qui suivraient immédiatement les armées capitalistes victorieuses. D'ailleurs, si le socialisme était véritablement assuré en Union

Soviétique de la manière qui vient d'être exposée, c'est-à-dire s'il existait une technique plus élevée, une productivité plus grande, un bien-être plus grand de l'ensemble de la population, une plus grande solidarité, alors il ne saurait être question d'une victoire militaire des Etats capitalistes disloqués à l'intérieur sur l'U.R.S.S.

Nous voyons donc combien est foncièrement fautive l'affirmation principale et vraiment décisive du VII^e Congrès Mondial. Des marxistes révolutionnaires devraient dire : les succès techniques de l'U.R.S.S. sont considérables ; les succès économiques restent loin en arrière. Pour assurer un « bien-être » seulement semblable à celui des pays capitalistes avancés et pour réduire la population, il nous faut encore bien des années, même en faisant abstraction des contradictions intérieures et du rôle de plus en plus néfaste de la bureaucratie soviétique, c'est-à-dire de deux facteurs qui, à eux seuls, sont capables de détruire des acquisitions sociales non encore assurées. La décomposition du capitalisme, l'avance du fascisme, le danger de guerre croissant, tous ces processus progressent beaucoup plus rapidement que l'édification du socialisme en U.R.S.S. Seuls des bonzes bornés et des bureaucrates bigots peuvent croire qu'en posant la question ainsi, « l'enthousiasme » de la classe ouvrière internationale s'atténue. On ne peut nourrir à la longue l'enthousiasme révolutionnaire avec des mensonges. Mais le mensonge est le pilier central du système stratégique de l'I. C. Le socialisme en U.R.S.S., sur un sixième du globe, serait irrévocablement assuré, pourvu que le prolétariat mondial y mette du sien pour qu'on laisse l'Etat Soviétique en paix. Le mot d'ordre n'est donc pas : préparation à la Révolution internationale, mais assurer la paix. D'où l'alliance avec les « amis de la paix », le remplacement de la lutte de classes par la communauté de classes, la création du Front populaire avec les partis radicaux du capitalisme financier, etc., etc. Tous ces moyens sont déjà en eux-mêmes incapables de prolonger la paix, à plus forte raison de l'assurer. Cependant, tout le programme de paix de l'I. C. est construit stratégiquement sur les prémices du socialisme « assuré à l'intérieur ». Sur ces prémices est basé et s'effondre le VII^e Congrès mondial, car elles sont, comme nous venons de l'indiquer, complètement fausses.

Pour l'unité révolutionnaire du prolétariat

A TRAVERS LA FRANCE

DANS LE RHONE

La presse bourgeoise lyonnaise a annoncé que le groupe B.L. Lyonnais était exclu. En réalité, dans le Rhône, comme dans l'Isère, les réformistes ont préféré fuir toute responsabilité et toute décision claire. Partout où la question des exclusions a été posée (elle ne l'a été que dans les sections de Lyon), les réformistes ont été battus, le secrétaire fédéral Gendre a été battu dans sa propre section (la 4^e). En définitive, lors du Congrès Fédéral du dimanche 3 novembre, on a fait voter par les délégués des sections de campagne une motion demandant l'application de la discipline. De parcellaires formules, vagues, permettront au délégué du C.N. d'exclure, sans que les dirigeants fédéraux se soient compromis, et sans que la base ait donné un mandat précis d'exclusion des B.L.

DANS L'ISERE

Lors de la réunion de la Section de Grenoble, les chefs réformistes de la Section, qui sont aussi les dirigeants fédéraux, ont pris la position suivante :

1° Statutairement, les exclusions peuvent toujours faire l'objet d'un appel devant le Congrès du Parti et en aucun cas le C.N. ne peut statuer.

2° Nous ne sommes pas avisés officiellement par le Parti que le C.N. discutera de ces exclusions.

Lors du Congrès Fédéral de dimanche, on a fait voter par les délégués une motion vague demandant l'application de la discipline. C'est la même manœuvre que dans le Rhône. On élude la question précise : faut-il exclure les B.L.? Ainsi la base ne se prononce pas, et au Conseil National, le délégué pourra voter selon le vœu de la bureaucratie.

Nous protestons contre cette hypocrisie et cette violation de la démocratie. Nous demandons aux militants de se prononcer : les bolcheviks-léninistes, en propagant le défaitisme révolutionnaire, sont-ils ou non indisciplinés ? Faut-il ou non les exclure ? Toute la question est là.

GRENOBLE

Un bon meeting pour la Milice du peuple. Comme nous l'avons indiqué déjà dans la Vérité, les stalinistes de l'Isère avaient invité et traité de « provocateurs sociaux » les T.P.P.S., et les bolcheviks-léninistes, dans leur organe. La majorité réformiste de la section de Grenoble ayant refusé de défendre les organisations de défense du Parti, et les membres dévoués et actifs de la Section de Grenoble, qui sont les B.L., un meeting a été organisé le mardi 4, par ces derniers, pour la défense antifasciste et la défense des T.P.P.S. A ce meeting, malgré que la C.E. fédérale ait fait passer des communiqués dans les journaux bourgeois, pour inviter les travailleurs et membres du Parti à s'abstenir, plus d'une centaine de travailleurs étaient présents.

Le camarade Serinda présidait assisté de deux assesseurs socialistes. Parmi les orateurs, le camarade Rous réfuta point par point les calomnies et les arguments stalinistes tant à l'égard des T.P.P.S. qu'à l'égard des B.L. Il cita des textes de Lénine et de P.C. pour montrer le chemin parcouru. Il proposa aux stalinistes de porter l'effort de l'action commune pour l'organisation de la défense antifasciste et l'organisation de comités populaires.

Le camarade Colliard, des J.S. du Rhône, exposa les mots d'ordre révolutionnaires de l'unité de la Fédération, principalement sur la question de la guerre. Le délégué staliniste local apporta la contradiction et n'osa pas reprendre les calomnies stupides du « T.A. », tout en déclarant simplement être solidaire de l'article. Il se borna à des insinuations vagues du type de celle-ci : Les « bolcheviks-léninistes » sont peut-être sincères, mais en attaquant Herriot et le P.C., ils font le jeu de la réaction. Et d'insister surtout sur la défense d'Herriot. Un groupe de stalinistes quitta la salle derrière le contradicteur pour ne pas entendre la réplique du camarade Rous qui reprit chaque argument du contradicteur pour réfuter aux applaudissements des travailleurs présents.

Il fit appel, malgré les injures stalinistes, à la solidarité de classe pour la lutte contre les poursuites de Paganon à l'égard des gérants du T.A.

En résumé, excellent meeting où fut affirmé face à l'opportunisme et aux commissions des dirigeants du F.P. la position marxiste révolutionnaire, devant un auditoire ouvrier attentif et en majorité sympathique.

Il est à noter que l'auteur de l'article diffamatoire, principalement à l'égard de notre camarade Bardin, n'a pas eu le courage de venir s'expliquer.

JEUNESSES SOCIALISTES DE LA DROME

Vœux votés par le Congrès Fédéral des J.S. de la Drôme, le 27 octobre, à l'unanimité :

1° Sur les exclusions : Les J. de la Drôme, réunies en Congrès Fédéral le 27 octobre, déclarent qu'aucune faute grave de discipline n'a pu être relevée contre les douze exclus et que ceux-ci ont toujours servi les Jeunesses et

Notre Motion pour le Congrès fédéral de la Seine

La Commission des Résolutions du Congrès Fédéral a présenté trois résolutions. Celle qui est signée par Zyronski est en fait patronnée par les éléments droitiers. La motion présentée par la Gauche Révolutionnaire prend une position bien équivoque sur plusieurs questions essentielles : le Front Populaire, l'armement des travailleurs, l'unité organique et enfin sur la politique d'exclusion et la solidarité avec les exclus.

Les camarades qui présentent la troisième motion ont voulu s'affirmer sur un texte révolutionnaire sans équivoque. Les délégués bolcheviks-léninistes ainsi que les délégués de gauche de différentes sections avaient proposé à la Gauche Révolutionnaire une motion commune claire et nette. Malheureusement la Gauche Révolutionnaire a refusé.

Le texte C groupe donc les voix de tous ceux qui veulent une action dégagée de toute équivoque, engageant la Fédération dans la voie que la masse des militants lui avaient tracée, ceux qui sont décidés à s'opposer avec énergie à la politique d'exclusions et à lutter pour la PRISE DU POUVOIR PAR LES TRAVAILLEURS.

SITUATION ET TACHES ACTUELLES

Le Parti considère que la situation nationale et internationale impose au prolétariat de prendre d'urgence la direction de la lutte pour le pouvoir. Si la classe ouvrière et les opprimés de toute condition ne parviennent pas à s'emparer du pouvoir, en expropriant la bourgeoisie, c'est la réaction militariste et le fascisme qui, inévitablement, s'en empareront.

Le Parti proclame sa volonté de rassembler les masses travailleuses sous le mot d'ordre de la « lutte pour le pouvoir », qui doit exister son action sur tous les terrains : politique, économique, social, militaire.

La seule voie vers le pouvoir est la voie révolutionnaire ; entre les méthodes réformistes et les méthodes insurrectionnelles, il n'y a pas de place pour une troisième méthode.

L'exaspération des impérialismes prépare systématiquement la guerre mondiale (les opérations militaires d'Afrique Orientale peuvent en être le prétexte), elle précipite la crise politique en France et rend d'autant plus impérieuse une tactique offensive intransigeante du socialisme.

RASSEMBLEMENT DES MASSES DANS UN FRONT POPULAIRE DE COMBAT

Le Front Populaire actuel est un bloc entre les directions des organisations ouvrières et certaines fractions de la bourgeoisie libérale qui, sous le couvert des dirigeants radicaux, travaillent à enrayer le mouvement des masses. Ce bloc s'appuie sur les masses exploitées qui se rebellent contre le capitalisme, contre les progrès de la réaction et du fascisme, contre la guerre et le militarisme.

La tâche du Parti consiste à arracher les masses travailleuses groupées dans le Front Populaire à l'influence des partis bourgeois, à développer ouvertement son programme de révolution sociale, à rejeter de la direction du mouvement populaire les chefs radicaux et républicains qui se sont démasqués une fois de plus comme leurs ennemis de classe en aidant la bourgeoisie à faire adopter 15 milliards d'économies sur le dos des pauvres (décrets-lois, répression de Brest et de Toulon).

Le Parti avec dévouement ; que d'autre part les votes de plusieurs Fédérations sur cette question ont été discutés pour ces raisons, les J.S. de la Drôme demandent la réintégration en bloc de tous les exclus sans aucun engagement particulier de leur part.

2° C.N.M. :

Le Congrès Fédéral des J.S. de la Drôme proteste contre la composition du C.N.M. Il s'étonne qu'une des règles élémentaires de la démocratie des J.S. n'ait pas été observée. Si vraiment ce sont des indisciplinés que l'on a voulu frapper et non une politique, pourquoi la minorité qui s'est prononcée pour cette politique n'est-elle pas représentée au sein du C.N.M. ?

La Fédération des J.S. de la Drôme ne peut dans ces conditions considérer le présent C.N.M. comme statutaire. Elle demande en conséquence que la situation soit régularisée et fait confiance au C.N. du Parti pour faire respecter la démocratie au sein des J.S.

3° La Fédération de la Drôme réaffirme sa fidélité à la politique de la gauche révolutionnaire des J.S. ; elle se prononce une fois de plus pour :

- 1° Le défaitisme révolutionnaire ;
- 2° La milice ouvrière ;
- 3° Un front populaire de combat ;
- 4° Une IV^e Internationale révolutionnaire.

TOULON

Le camarade Cambier nous écrit : « Conformément à la décision que vient de prendre le Comité Fédéral Mixte, les camarades bolcheviks-léninistes, membres des Jeunesses Socialistes du Var, sont suspendus jusqu'au prochain Conseil National »

PAS D'UNION SACRÉE !

Le Parti considère que la lutte implacable contre les menaces de guerre doit être dirigée principalement contre l'impérialisme français, même paré du masque démocratique.

Il faut : Dénoncer les traités et accords militaires, la diplomatie secrète, les charges croissantes ou budget de guerre ; répudier toute défense nationale dans le régime capitaliste ; se refuser à toute subordination à la S.D.N. et à ses sanctions ; proclamer dans les masses, dans la jeunesse, dans l'armée, le caractère de plus en plus exterminateur de la guerre moderne ; la nécessité d'arracher le pouvoir au capitalisme, comme seul moyen d'empêcher la guerre impérialiste ; répondre à la guerre — si elle éclatait — par sa transformation systématique en guerre civile ; s'organiser sérieusement dans ce but, nationalement et internationalement, pour poursuivre la lutte de classes, sans égard à la défaite de son propre impérialisme ; ainsi la tactique du « défaitisme révolutionnaire » ne restera pas une phrase creuse, mais donnera des possibilités réelles d'action.

CONTRE LES ORGANISATIONS FASCISTES

Le Parti décide d'étendre, de développer et de multiplier, sous son contrôle et sa direction, les « groupes d'auto-défense active (T.P.P.S.) », préparés comme les cadres de la milice du peuple, qui sera la force de protection et de choc des masses populaires révoltées.

Une propagande appropriée doit développer chez les travailleurs la notion de l'inevitable du combat imposé par le développement de l'action fasciste ; d'où la nécessité — pour l'efficacité du combat — de s'armer. Cette propagande préparera psychologiquement et matériellement la désagrégation de l'armée bourgeoise et la fraternisation des soldats avec les prolétaires. L'action de désarmement et de destruction systématique des organisations fascistes (nettoyage impitoyable des quartiers ouvriers, répliques immédiates et décisives à toute attaque fasciste), qui doit accompagner une offensive politique de masses pour le programme socialiste, doit être menée par les travailleurs eux-mêmes et non demandée à la bourgeoisie.

PROGRAMME D'ACTION

Le Parti affirme sa volonté de lutter dans le sens de la résolution adoptée par le Conseil Fédéral de la Seine du 25 février : « Le pouvoir aux masses travailleuses », et qui comportait la lutte contre le ministère bourgeois, la propagande pour un programme socialiste, la propagande pour la grève générale et l'organisation des milices ouvrières. Le Parti propose un programme de mesures qui aident les masses laborieuses et sapent la société capitaliste à sa racine (le profit et la propriété privée) : semaine de 40 heures, contrats collectifs, contrôle ouvrier, nationalisation sans rachat, etc...

Pour préparer les organismes du pouvoir ouvrier, le Parti décide d'aider à la constitution des comités élus par les masses travailleuses (par entreprises, casernes, quartiers, communes), pour supplanter le pouvoir bourgeois.

L'UNITE ORGANIQUE

Le prolétariat, affaibli par maintes erreurs, aspire à une plus grande puissance, à l'unité organique, au parti unique, comme à un nouveau parti puissant qui pourra le mener à la victoire.

Le Parti proclame que seule une politi-

que révolutionnaire est la condition de cette puissance au parti unique. Le parti luttera pour que l'unité se réalise sur les bases exposées ici. Si l'unité se réalise en dehors de ces bases, ses militants lutteront pour gagner les masses à cette politique à la faveur de ce rassemblement. A cette fin, il exigera une démocratie prolétarienne au sein du parti unique.

Le Parti recommande à ses sections d'organiser des réunions communes avec les organisations communistes.

PAS D'EXCLUSIONS DE L'AILE GAUCHE !

Le Parti ne saurait admettre l'exclusion d'aucun révolutionnaire de ses rangs. Il repousse le prétexte fallacieux des crimes de discussion au sein du Parti, d'autant plus qu'aucun statut n'a fixé ces formes dans le passé. Il ne saurait admettre que les uns aient le droit d'appeler à la défense nationale et à l'union, sacrée et que les autres seraient indisciplinés en appelant le prolétariat à remplir son devoir de classe.

Il décide un Congrès National pour fixer l'attitude précise du Parti sur la défense nationale. En l'absence de toute position nette sur cette question, le Parti se refuse à appuyer quelque exclusion que ce soit et décide la réintégration immédiate des représentations minoritaires au sein des organismes de direction. Il se dresse contre une volonté de scission venant de ceux qui montrent en toute circonstance leur mansuétude vis-à-vis des éléments de l'aile droite.

LA SITUATION DES JEUNESSES

Pour les mêmes raisons, le Parti décide l'annulation des exclusions prononcées illégalement à Lille contre des membres des Jeunesses. Considérant que les statuts actuels, confinant les jeunes socialistes dans l'organisation des loisirs et l'éducation livresque à l'heure où la misère, le chômage et la guerre écrasent les jeunes générations de travailleurs, ne correspondent plus aux nécessités de la lutte, le Parti décide la refonte des statuts des J.S., accordant aux jeunes à l'égal des adultes le droit d'élaboration politique, et une collaboration étroite avec le Parti.

IL FAUT DE NOUVELLES METHODES FEDERALES DE TRAVAIL

La Fédération de la Seine considère qu'il est nécessaire de changer ses méthodes de travail. Elle exige de sa nouvelle direction :

- La réunion mensuelle minima de son Conseil Fédéral ;
- La constitution de commissions spécialisées pour la pénétration des couches laborieuses et de leurs organisations de masses ; contact direct sur le plan du travail, dans les syndicats, dans les comités de chômeurs, pour la coordination du travail des militants socialistes ;
- Cours de militants ;
- Edition d'un journal fédéral hebdomadaire ;
- Réorganisation territoriale (secteurs) ;
- Le fonctionnement immédiat et le contrôle périodique du système de ralliement inter-fédéral : C.R.E.M.-C.R.I.M.

En un mot, il ne s'agit pas seulement de « moderniser » la propagande. Il s'agit de mouler les méthodes d'action de la Fédération et de sa direction sur les formes concrètes de la lutte prolétarienne. C'est dans cette voie qu'une véritable direction fédérale devra être élue et fonctionner au plus tôt.

Ont signé :

Ba'ay, Bardin, Deglise, titulaires ; Gallienne, Godet, Lafont, suppléants.

à tous ; en tous cas, elle ne veut pas qu'elle serve de motif à l'exclusion de la gauche révolutionnaire.

Pour un Parti fort, pour l'application de toutes nos tâches, pour la libération des travailleurs, travaillons à l'Unité politique, de la classe ouvrière.

Jeunesses

La Section mandate sa C.E. pour s'occuper particulièrement du bon fonctionnement de nos Jeunesses. Celles-ci, espoir de notre Parti, doit conserver son unité, et c'est beaucoup plus en l'éduquant et en la faisant participer à la vie politique de la Jeunesse qu'en la maintenant dans les statuts qui ne correspondent plus à la situation qu'elle remplira à côté des adultes son rôle d'avant-garde révolutionnaire.

De ce fait, la Section demande qu'au prochain Congrès de notre Parti une large réforme des statuts soit faite lui permettant de pouvoir prendre position dans les malaises créés par la politique des gouvernements bourgeois, sur les problèmes économiques et politiques et les menaces de guerre pesant sur eux.

VERS LA MILICE DU PEUPLE BRAVO, L'AUBE !

« Emus des entreprises de factieux qui ont pour but de détruire les institutions républicaines et d'anéantir les libertés chèrement conquises », les maires de Troyes, Romilly, Bar-sur-Aube, Arcis-sur-Aube et de sept autres municipalités de l'Aube ont pris l'initiative d'appeler à « l'enrôlement des Volontaires de la Liberté ». A cet effet ils ont fait plaquer une affiche où, à côté de passages confus, nous avons pu relever d'excellents appels à l'organisation. Le rythme des enrôlements a dépassé les espé-

rances : en 12 jours il y a eu 1.500 adhésions (rien qu'à Troyes) et l'esprit de « défense active » qui anime les ouvriers volontaires ne peut faire aucun doute pour qui a pu voir la correction que ces derniers ont infligé dimanche dernier 3 novembre aux J. P. et camelots du roi dans les rues de Troyes.

Nos lecteurs ont lu dans le « Populaire » du mardi 5 novembre les péripéties de la bagarre provoquée par les fascistes et la déroute de leurs vendeurs : aussi nous nous bornerons à louer l'excellent combativité des ouvriers troyens ainsi que leur volonté « d'écraser dans l'œuf les œufs du fascisme ». Ajoutons qu'ils n'ont pas l'intention de s'endormir sur ces premiers succès ; en prévision d'une riposte fasciste, déjà certains combattants éprouvent le besoin impérieux de se constituer en petites unités mobiles sur le modèle des T.P.P.S. de la région parisienne : c'est en effet dans cette voie, et seulement dans cette voie que le corps des Volontaires de la Liberté prendra force et vigueur, recrutera et sera capable d'être véritablement un rempart solide contre un assaut éventuel des fascistes.

Mais nous savons par expérience que ces progrès ne se feront pas tout seuls : il faudra que tel secrétaire de section, tel militant syndicaliste ou tel camarade de base dont nous avons distingué dimanche et le cran et la volonté révolutionnaire aient le souci constant de « vertébrer » l'organisation des Volontaires, de la maintenir dans l'entraînement, de forger les liaisons qui permettent la cohésion des forces dans l'action : ainsi s'éduqueront et se formeront les cadres indispensables à une milice populaire digne de ce nom.

Oh ! les objections ne manqueront pas, les « bâtons-dans-les-roues » non plus : ce serait trop facile. Mais la ténacité des meilleurs militants troyens aura finalement raison de ces obstacles... naturels en période de Front populaire. « Nous voulons la paix civile dans la légalité », clamé l'appel des maires ouvriers de l'Aube : Laval a répondu le 31 octobre en destituant de leurs pouvoirs (légaux jusqu'à) de police 180 maires de Seine-et-Oise. Le tour de Troyes, de Romilly, d'Arcis-sur-Aube, etc... ne manquera pas de venir également, à moins que les Volontaires de la Liberté ne trouvent la seule voie légale et éventuellement illégale de résister à de tels décrets qui foulent aux pieds les « libertés » communales. A ce moment, et dans le combat, les Volontaires de l'Aube verront d'eux-mêmes qu'en régime capitaliste il ne peut exister de « paix civile ».

Si tout n'indiquait pas que les camarades de Troyes sont dans la bonne voie, la lecture de la presse fasciste nous fortifierait dans cette opinion. L'hebdomadaire royaliste-fasciste « Candidé » écrit cette semaine, après avoir cité presque en extenso l'appel des municipalités de l'Aube : « Les Volontaires de la Liberté ont la première formation paramilitaire qui s'offre à la dissolution et les maires responsables doivent être, sans délai, révoqués pour usurpation de fonctions, abus de pouvoir, forfaiture et dilapidation de deniers publics. »

Le même torchon fulmine rageusement contre le papillon « Travailleur, arme-toi ». Ici encore les cris de « Candidé » signifient que l'ennemi de classe est « touché » et qu'il accuse le coup. C'est la confirmation que ce papillon renferme un contenu qui correspond aux nécessités de l'heure.

En Belgique

En Belgique, la direction du P.O.B. suit les traces de la majorité de la C.A.P. L'Action Socialiste Révolutionnaire est menacée d'exclusion, au moment où l'expérience de collaboration de classe du Gouvernement Van Zeeland touche à sa fin, où les mineurs menacent à nouveau de défendre leurs droits par la grève.

Nous reproduisons ci-dessous une note publiée dans le dernier numéro de l'Action Socialiste Révolutionnaire : La direction du P.O.B., s'engageant de plus en plus sur le terrain de l'UNION SACRÉE POUR LA GUERRE, il fallait prévoir que des mesures disciplinaires — comme on dit — seraient prises contre les groupements et éléments qui luttaient CONTRE LE SOCIAL-PATRIOTISME et contre le courant qui, sous le couvert de la lutte « contre le fascisme et la guerre », prépare les travailleurs à participer, aux côtés de leur bourgeoisie, à la nouvelle guerre impérialiste.

Nous avons, la semaine dernière, signalé l'attaque qui se prépare en haut lieu contre l'Action Socialiste Révolutionnaire. La querelle que la direction du Parti a cherchée aux J.G.S. (suppression des subsides et mesures disciplinaires) a la même cause. Les premières sanctions prises contre la Liga aussi.

Nos lecteurs en jugeront par la circulaire que nous a adressée pour publication le secrétaire de la L.I.G.A. le camarade F. Liebaers ; circulaire qui montre une concordance de vue assez grande avec la position politique prise par l'A.S.R. sur la question de l'attitude à adopter vis-à-vis du problème de la guerre.

L'attaque déclenchée par la direction du P.O.B. contre les opposants à sa politique d'Union sacrée avec la bourgeoisie pour la guerre, nécessite rapidement la coordination des forces de gauche, des forces révolutionnaires décidées à tenir haut et ferme le drapeau du socialisme internationaliste, le drapeau de la Révolution Proletarienne.

A. S. R.

A SAINT-DENIS

les travailleurs resteront communistes

A Saint-Denis sévit une bataille d'affiches impressionnante. On s'y injurie ferme. Vendu à Moscou. Vendu à Laval. Traître d'hier. Traître de toujours. On additionne et on soustrait des voix d'électeurs sénatoriaux.

Doriot et son entourage d'une part, la direction du P.C. d'autre part, sont séparés non par la frontière de la lutte de classes, mais parce qu'ils se mettent en fait derrière deux tendances capitalistes opposées dans la politique extérieure de la France. Le P.C., au nom de la défense de la paix et de la défense de l'U.R.S.S., soutient l'alliance franco-soviétique et organise l'union sacrée pour cette éventualité. Doriot est avec ceux des capitalistes français qui sont pour la rupture de la politique pro-russe, qui sont pour une politique d'entente avec l'Allemagne hitlérienne (la contre-partie consistant qu'on le veuille ou non à laisser les mains libres à l'Allemagne du côté de l'Est).

Il est nécessaire d'examiner la position de Doriot sur la question de la guerre; une politique quelconque se vérifie le mieux sur cette question, car la guerre laisse le moins de place pour l'équivoque; pour les habiletés parlementaires. Doriot peut disserter sur qui a élu Laval et Cachin, et, dans une certaine mesure, embarrasser l'humanité puisque des saxons, tous les partis en ont eus, et que des voix radicales ont payé à Laval les trois décrets-lois qui ne feront pas le moindre mal aux bandes fascistes. Mais, sur la question de la guerre, dans un discours prononcé au Théâtre municipal de Saint-Denis, le 16 octobre dernier, Doriot a pris sur les problèmes du conflit italo-éthiopien qui est autant que celle des dirigeants du P.C. et du P.S. une position de trahison des intérêts prolétariens.

Il n'y a pas encore bien longtemps, Doriot dénonçait le « nous aimons notre pays » des stalinistes et se plaisait à imiter l'intonation prise par Thorez pour dire « notre pays ». Mais Doriot n'éprouve plus aucune difficulté à en faire autant : « Nous avons toujours réclamé le retrait de nos troupes de ce territoire allemand... Quelle doit être la politique de notre pays ? » Et au centre du discours Doriot s'identifie avec l'impérialisme français. Citons tout un passage qui parle de lui-même :

« Le développement colonial de la France, la conquête des territoires d'Afrique l'avaient incité (l'Angleterre) à rechercher un allié contre nous. C'est l'époque où nous prenons possession du centre de l'Afrique; c'est l'époque où le drapeau français avait été planté à Fachoda par le capitaine Marchand... »

« Lorsque nous eûmes atteint ces objectifs, l'Angleterre qui nous avait tolérés avec beaucoup d'impatience auparavant nous opposa un « non » catégorique... »

« Dans la conquête de notre Empire colonial, nous nous sommes bien gardés de gêner en quoi que ce soit l'Angleterre : tout est donc pour le mieux... »

Le colonialisme a gagné à sa cause l'ex-défenseur des Marocains révoltés contre l'impérialisme français. Et Doriot, dans la logique de son reniement, s'efforce de justifier hypocritement la colonisation de l'Ethiopie par l'Italie :

« De multiples conversations que j'ai eues avec les Italiens résidant en France m'ont montré que... contrairement à ce qu'on tendance à affirmer certains hommes politiques français, il ne s'agit pas (la revendication coloniale de l'Italie) pu-

rement et simplement d'une opération du fascisme, mais de la revendication d'un grand pays prolifique que sa terre ne peut plus nourrir. »

Doriot est de plein pied sur le plan des intérêts capitalistes en lutte. Il commence par dénoncer l'Angleterre repue qui n'hésite pas à faire la guerre chaque fois que ses intérêts sont menacés. Il dénonce l'Angleterre utilisant le pacte de Genève à sens unique, seulement quand les intérêts britanniques sont ou peuvent être lésés. Mais là encore, il conclut en s'identifiant avec l'impérialisme français à qui l'Angleterre ne rendrait pas la réciprocité :

« L'Angleterre réclamait de nous l'application de toutes les sanctions... Mais par contre elle se refusait à nous promettre une aide en cas d'agression. La suite, ce serait faire un marché de dupes. »

Aussi n'hésite-t-il pas à approuver l'attitude du Gouvernement français, à soutenir la politique de Laval. Ecoutez-le :

« Aujourd'hui après la résistance du Gouvernement français à toutes sanctions militaires, l'Angleterre a été obligée de reculer... Je me félicite hautement de ce recul... Si nous n'avions pas pressé l'Angleterre; si nous n'avions pas résisté farouchement aux sanctions militaires, si nous avions suivi les travaillistes anglais et les communistes français, nous aurions, au contraire, poussé l'Angleterre dans la voie des sanctions militaires et de la guerre. »

Nous... nous... nous, c'est le Gouvernement de l'impérialisme français. Qu'on est loin de Liebknecht disant aux prolétaires que l'ennemi est leur propre impérialisme ! Qu'on est loin de Lénine dénonçant les social-patriotes ! Doriot se félicite « hautement » que l'impérialisme français ait fait reculer l'impérialisme britannique. Il participe à l'empoisonnement de la classe ouvrière par le chauvinisme : il ne lutte pas contre les dirigeants communistes parce qu'ils ont une politique contraire aux intérêts de la classe ouvrière mais parce qu'ils sont les « agents d'une puissance étrangère ».

En connaissant, il donne même quelques leçons d'habileté au social-patriote Léon Blum qui n'avait pas hésité à parler aussi de sanctions militaires : « Il est mieux valu à mon sens, lui dit Doriot, ne jamais parler de cette éventualité devant la classe ouvrière. » Doriot a seulement retenu de son éducation communiste qu'on peut d'autant mieux préparer la classe ouvrière à la guerre qu'on l'endort de phrases pacifistes.

Dans son long discours, Doriot ne consacre qu'une petite partie seulement, à la fin, à définir sa position. Il y est question du « rôle de la France », mais plus du tout du prolétariat, ni du défaitisme révolutionnaire. Le mot de « révolution » n'a pas été prononcé une seule fois dans tous les discours ; il n'est même plus question pour Doriot de se servir même de ce mot. Son programme, il est dans ces mots : « NOUS VOULONS MAINTENIR LES CHOSES EN ETAT. » Encore un qui a fait sa révolution. La classe ouvrière de Saint-Denis qui, après le 6 février 1934, fut à l'avant-garde pour l'unité d'action, cette classe ouvrière qui a su se dresser contre les bureaucrates corrompus qui dirigent le P.C. se détournera également de celui qui n'a rompu avec la pourriture de la bureaucratie staliniste que pour se vautrer dans encore plus de pourriture. La classe ouvrière de Saint-Denis restera fidèle à la révolution.

Grève de la faim à Poulo-Condor

Le Front Populaire s'inquiétera-t-il des martyrs indochinois ?

A la Cour criminelle de Saïgon, il y a neuf mois, le bagnard Huyn von Giap déclarait à ses juges : « Il m'est arrivé de me demander si je suis un homme, si mes gardiens sont des hommes. Quand des coups de bâton pleuvaient sur nous, nous étions enrégés de ne trouver à qui confier nos malheurs. »

« C'est dans ces conditions que l'idée me vint de frapper un gardien, le plus brutal de tous. On me renverrait alors devant les juges de Saïgon, je serai devant vous, magistrats, je décrirai la vie infernale des damnés de Poulo et, dussé-je mourir la tête tranchée, je mourrai content, heureux. »

Il y a quelques jours, la tête de Huyn von Giap est tombée. Son sang n'a pas éclaboussé le gouvernement de MM. Laval-Herriot-Rollin sous le régime desquels des milliers de martyrs étouffent dans les pénitenciers de Lao-Bao et de Poulo-Condor. Son sacrifice n'a pas mis fin aux souffrances des siens.

Il y a quelques semaines, cent cinquante détenus de Poulo-Condor ont rejeté le poison sec salé à l'état de pourriture qui, avec le riz sec, est leur unique nourriture. N'en pouvant plus, ils ont engagé la grève de la faim. On répondit par des peines de cachot.

Quelles étaient les réclamations des bagnards ?

- 1) Application du régime politique aux détenus politiques ;
- 2) Viande de bœuf, viande de porc, poisson sec non pourri ;
- 3) Suppression des chaînes doubles auxquelles sont enchaînés par couple les bagnards ;
- 4) Droit à la cantine ;
- 5) Un peu de lumière dans la journée dans les cellules.

Mais nous qui savons que ces milliers d'hommes jetés dans les bagnes à la suite des révoltes, à la suite du mouvement révolutionnaire qui a suivi Yen-Bay, sont nos frères de misère et de lutte, nous devons lutter pour l'amnistie en Indochine, pour

la libération des milliers de travailleurs qui croupissent dans les prisons de la bourgeoisie française.

Que fait le Front Populaire pour nos frères martyrs ? Les travailleurs sont-ils disposés, ici, à oublier leurs luttes et leurs souffrances ou à négliger ces alliés-là qui, eux, sont des alliés indéfectibles ?

Nous appelons les camarades à renforcer la lutte dans leurs organisations pour que le mot d'ordre d'« Amnistie en Indochine » ne soit pas étouffé. Nous leur demandons de renforcer le lien avec les opprimés coloniaux, de les soutenir moralement et matériellement dans leur difficile action.

Le moyen le plus immédiat de concrétiser cette solidarité est pour le plus grand nombre de camarades de s'abonner à « La Lutte » de Saïgon dont la couragesse activité fait grincer les dents du gouverneur de Cochinchine, M. Pagès. L'abonnement est de trente francs. Que de nombreux camarades nous envoient cette somme à la « Vérité », avec la mention : « Pour la Lutte de Saïgon. » Nous ferons parvenir les abonnements.

Nous reviendrons dans le prochain numéro sur le livre courageux et utile d'Andrée Viollis : « S.O.S. Indochine ».

MEETING SUR LE FRONT POPULAIRE

Les groupements anarchistes de Paris avaient convoqué, lundi 4 novembre, un meeting aux Sociétés Savantes, pour exprimer leur opinion sur l'orientation du Front Populaire. Il leur fut aisé de démontrer la mainmise des politiciens bourgeois sur le mouvement de révolte des masses, et les objectifs de politique extérieure des dirigeants du F. P. Mais ils n'opposèrent que les habituelles formules « anti-fascistes », qui sont loin de répondre aux exigences présentes de la lutte prolétarienne. Notre camarade Rigal apporta notre point de vue sur la question, qui fut écouté avec sympathie. L'assistance était nombreuse et témoignait de l'inquiétude profonde des travailleurs devant les manigances des Herriot, Duclos et Cie.

A Grenoble

M. Paganon, ministre de l'Intérieur — radical — du Front Populaire, fait emprisonner Dugas, ex-gérant du « Travailleur Alpin » — communiste — du Front Populaire.

Le Travailleur Alpin reproduisait dans son numéro du 25 octobre un article du Canard Enchaîné, intitulé ainsi : M. Paganon, ministre de l'Intérieur, suspend de ses fonctions M. Paganon, maire de Laval.

Nous sommes là-dessus tout à fait d'accord sur la biographie de l'homme hypocrite qu'est le radical Paganon ; nous avons d'ailleurs assez répété que les radicaux étant les ennemis naturels des « esclaves salariés » ne feraient que servir les intérêts de la bourgeoisie en « manœuvrant » dans les rangs du « Front populaire ».

Nous étions et sommes toujours persuadés et qu'il était et qu'il sera difficile de ménager la chèvre « radicale » et le « chou » communiste, sans que ce dernier soit « mangé ».

Ainsi, un fait, rien qu'un fait sur le terrain régional, illustre d'une cruelle façon la réflexion ci-dessus.

Voyons : Dugas, ex-gérant d'un journal (communiste), est emprisonné, il fait donc parti du Front populaire.

Paganon (radical) est ministre de l'Intérieur et fait aussi parti du Front populaire.

De ce fait, le Travailleur Alpin se trouve dans l'obligation d'accuser Paganon, ministre de l'Intérieur, d'avoir fait emprisonner Dugas, mais ne peut le faire puisque l'emprisonnement et l'emprisonnement appartiennent tous les deux au Front populaire (!!!)

Etrange attitude en somme et nous ne sommes pas encore au bout de nos surprises. Car, les temps ne sont pas loin où radicaux-communistes-socialistes faisant partie du Gouvernement voteront les crédits de guerre « tant vomis jadis », les fonds secrets. Alors, on verra encore le pire, où seront poursuivis des communistes, socialistes et syndicalistes du Front populaire, par le Gouvernement du Front populaire.

Mais soyez tranquilles, ils trouveront bien une formule justificative pour faire avaler (à défaut de couleur) aux militants de la base. Qui sait, peut-être, ceux qui oseront aller en prison seront-ils « pour le prestige du Front populaire » accusés d'agents provocateurs ?

Dix-huit ans après la Révolution d'Octobre

(Suite de la 1^{re} page)

Aujourd'hui, en France, après Toulon-Brest, il ne peut plus être nié que les masses veulent la lutte, et que les appareils conservateurs brisent cette initiative.

Restons fidèles à l'exemple de Lénine : donnons la parole aux masses, préconisons inlassablement devant elles la politique révolutionnaire (pour les milices, pour le programme socialiste, pour l'armement, pour le défaitisme révolutionnaire), donnons-leur la possibilité de s'exprimer et de lutter. Créons dans chaque commune, dans chaque quartier, un Comité populaire de masse qui unifiera tous les ouvriers dans la lutte et leur permettra d'exprimer leur volonté d'action, et leur action.

C'est le seul moyen de célébrer dignement l'anniversaire d'Octobre. C'est le seul moyen de préparer, par la Révolution en France, le nouvel Octobre mondial.

Les décrets Laval

(Suite de la 1^{re} page)

Il est bien évident que ces mesures sont plutôt favorables aux « petits » qu'aux « gros ». Mais quelles chances ont-elles d'aboutir alors qu'elles s'inscrivent dans un plan d'ensemble qui respecte « l'équilibre budgétaire » atteint par les 15 milliards de compression ?

D'autre part, elles ne visent que les victimes des décrets-lois de juillet. Mais que propose-t-on pour les ouvriers, pour les paysans ?

Les journaux de droite mènent grand tapage autour des décisions de la Commission des Finances ; mais justement l'insuffisance de ces décisions facilitera l'attaque de la réaction. Ces jeux de cache-cache, ces irritations en coulisse ne peuvent qu'exaspérer les adversaires sans rien résoudre, et par conséquent faire finalement le jeu des pêcheurs en eau trouble fascistes.

Il suffit de voir comment la baisse des rentes pendant quelques jours, et l'amorce d'une nouvelle campagne dévaluationniste ont suffi à jeter la panique dans la fameuse délégation des gauches, qui, à cause de la faiblesse de son programme, est incapable de faire face aux graves situations que prépare l'ennemi.

Et c'est le moment que Thorez et autres choisissent pour demander aux radicaux de prendre le pouvoir tout seuls ; en somme de constituer le Gouvernement EXACTEMENT LE PLUS INSTABLE et le plus impopulaire qui puisse se constituer actuellement en France ! O stratèges incomparables !

Toutes ces demi-mesures sont impuissantes. Le seul moyen de culbuter Laval et ses soutiens, d'en finir avec la paralysie imposée par les chefs radicaux, c'est de lancer dans le pays une offensive pour un programme socialiste, qui ralliera les masses travailleuses, d'abord, les couches intermédiaires ensuite.

Les emplâtres que MM. les chefs radicaux et stalinistes veulent poser au capitalisme gangrené et enrégé ne serviront à rien. C'est l'heure du bistouri et non du narcotique. Les masses attendent ! Prenons garde, car elles n'attendront pas indéfiniment.

Au travail pour « La Vérité »

Des renouvellements d'abonnements sont parvenus. Notre appel est entendu. Mais encore de nombreux camarades n'ont pas adressé le montant du prix de leur renouvellement.

Nous nous voyons dans l'obligation de leur supprimer l'envoi du journal.

Tous nos amis doivent comprendre nos difficultés financières. Nous les surmonterons par une administration sérieuse et aussi... avec leur aide.

Que nos abonnés consultent la bande d'envoi du journal, elle porte l'indication du numéro d'échéance de leur abonnement !

Qu'ils renouvellement en temps voulu ! Ainsi des frais nous seront évités.

De nous et de vous, Camarades abonnés, dépend la parution régulière assurée du journal.

Et toi, bolchevik-léniniste, as-tu rendu ton journal cette quinzaine ?

As-tu fait des abonnés ? As-tu recueilli des souscriptions ?

N'oublie pas ton devoir envers ton journal !

L'effort pour la vente de la Vérité se poursuit. Il faut l'accroître.

Les B.L. parisiens se font toujours de valancer par les provinciaux...

Cette quinzaine, Grenoble se distingue avec 150 numéros. Lyon, Marseille, Argenteuil, etc... maintiennent leur vente.

Les groupes de Paris ont besoin d'ardeur et de ténacité...

Heureusement que pour le n° 250 nous n'avions pas pronostiqué.

Allons ! B.L. de Paris, la Vérité a besoin de vos efforts.

Il faut souscrire pour la Vérité.

Le G.B.L. de Lille bat le record des listes de souscription. Bravo. Tous les groupes imitent son exemple. Grenoble, Argenteuil ont déjà collecté. Ils continuent.

Les listes de souscription pour la Vérité doivent circuler partout.

Chaque B.L. doit en avoir une comme il doit avoir un carnet d'abonnement.

Convocations

Tous les groupes de J. S., sections et groupes adultes S.F.I.O., et groupements révolutionnaires qui le désireront, pourront nous adresser leurs convocations pour la période comprise dans les 15 jours suivant la parution de la « Vérité ».

GRUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE REGION PARISIENNE

COMITE REGIONAL, dimanche 10 novembre, de 9 heures à 11 heures, aux Deux-Hémisphères.

ASSEMBLEE GENERALE, samedi 16 novembre, à 20 h. 30, salle Augé, 6, rue des Archives.

2^e GROUPE. — Lundi 18, réunion ouverte aux sympathisants, à 20 h. 30. Au « Réveil-Matin », 52, avenue des Gobelins, 13^e arrondissement.

PERMANENCE. — Le mardi de 19 à 20 heures ; le samedi de 17 à 19 heures, au café Augé, petite salle.

Nous rappelons à tous nos amis que nous nous préoccupons de trouver un nouveau local pour le plus tôt possible. Pour cela, nous avons besoin de l'aide financière de tous. Envoyez-nous votre souscription en spécifiant : pour le local de la Vérité.

FETE DE « LA VERITE ». — Une grande fête sera prochainement organisée au profit de la Vérité. La date et la salle ne sont pas encore définitivement fixés. Néanmoins, les billets sont déjà en vente. Les membres du G.B.L. doivent se fournir de carnets à la permanence. Que chacun fasse bon accueil aux billets ! (10 billets à 0 fr. 50 donnent droit à l'entrée).

COMITE DE REDACTION. — La prochaine réunion du Comité de Rédaction aura lieu samedi 16 novembre, à 19 heures, salle du café Augé, 6, rue des Archives. Prière à tous d'en prendre bonne note.

COMMISSION D'EDUCATION. — Une brochure d'ensemble intitulée A.B.C. du Marxisme sera d'ici 8 jours à la disposition des camarades, au prix de 2 francs. Cette brochure, à la fois complète et simple, porte sur l'histoire de la lutte des classes, l'analyse du capitalisme, le mouvement ouvrier, le programme du Parti, etc... Elle servira de base à des cours qui pourront être organisés par secteurs.

BULLETIN DE LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (B.L.). — Vient de paraître le n° 5. — Au Sommaire : L. Trotsky : Au sujet du 7^e Congrès de Pl. C. — Textes complets des lettres de Tarov, évadé de Sibirie. — L. Trotsky : La terre de l'auto-conservation bureaucratique. — La Vérité sur les Armées Rouges Chinoises, etc. — Prix : 1 franc.

Nous nous excusons de ne pouvoir publier dans ce numéro les extraits du livre du camarade Grossi, sur l'insurrection des Asturies, annoncé dans notre précédent numéro. Un retard de la traduction en est la cause. Nous le ferons dans le prochain numéro.

NOTE POUR LA TRESORERIE NATIONALE

De nouvelles cartes de cotisations sont sous presse. Elles seront prêtes la semaine prochaine et les groupes de Paris et de province seront aussitôt approvisionnés en cartes et timbres pour les trois derniers mois de 1935 ainsi que les douze mois de 1936.

La trésorerie centrale insiste sur la nécessité de plus en plus pressante de paiements réguliers au Centre et pense que les trésoriers des groupes prendront d'ores et déjà leurs dispositions afin de hâter la rentrée des fonds.

Le trésorier national.

TOUS COMBUSTIBLES
M^{me} NEYROLLES & C^{ie}
57, Faubourg du Temple
et 2, rue d'Aix
PARIS (10^e)
Téléphone : Combat 08-92
SACS PLOMBES - POIDS GARANTI
Tarif spécial consenti aux lecteurs du journal.

MAISON DE SANTE DE PARIS-SUD
sous la direction du docteur Lacroix
Accouchements - Chirurgie
« La maison de santé la moins chère de tout Paris »
Route de Fontainebleau,
VILLEJUIF
Conditions spéciales aux camarades S.F.I.O.

Les Hommes du Jour
publient en Edition spéciale sur 52 pages, nombreuses illustrations, au prix de 3 francs, comme les précédents, un numéro sensationnel :
Les Naufrageurs de 'a Patrie
Les Liges Fascistes contre la France
Ce DOCUMENTAIRE expose l'action des Liges dans le présent et dans le passé.
Il est une arme redoutable pour répondre victorieusement à l'agression des Liges, quel que soit le terrain où celles-ci se placent.
Ce numéro doit être en vente partout.
L'EXIGER !
(Messageries Hachette, kiosques, libraires, gares, Métro)
Adressez la correspondance à l'administrateur, « LES HOMMES DU JOUR », 17, rue Cadet, à Paris (9^e).
C. C. P. Paris : 414-69.

En vente à « LA VERITE »
DU PLAN DE LA C. G. T.
à la
CONQUETE DU POUVOIR
Discours du délégué de l'Union départementale des Syndicats confédérés de l'Isère au Comité confédéral national de la C. G. T. des 18 et 19 mars 1935.
Prix : 50 centimes.

CE QU'IL FAUT LIRE
La IV^e Internationale et la guerre... 1 »
Le Plan de la C. G. T. 0 50
Les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923) ... 15 »
L. Trotsky. L'assassinat de Kirov et la bureaucratie stalinienne ... 3 »
L. Trotsky. L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme ... 1 »
L. Trotsky. Cours Nouveau (1923) ... 3 »
L. Trotsky. Problèmes de la Révolution allemande ... 1 50
P. Frank. La Semaine du 6 au 12 Février ... 1 50

Le Gérant : Maria CRAIPEAU.
H. Carré-G. Pierson, imprimeurs
35, boulevard de Strasbourg,
Paris (10^e).

POUR LE 15^e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE
SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE
LAVIE LE LIVRE
ENSEIGNE PRÉCISE
LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAHRE - MEUSE, PARIS (10^e)
L. TROTSKY
Histoire de la Révolution Russe
4 volumes à 20 fr. et 25 fr.
Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste : 1 volume, 20 francs.
En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL.